

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'Administration du CCAS

L'an deux mille vingt-six, le 14 septembre à dix-neuf heures, se sont réunis à la mairie de Saint-Lumine-de-Clisson, les membres du conseil d'administration du CCAS, dûment convoqués le 08 septembre 2026, sous la vice-présidence de **Madame Sandrine BACHELIER, Vice-Présidente du CCAS de Saint-Lumine-De-Clisson.**

Etaient présents : Isabelle ALLEMAND, Sandrine BACHELIER, Aline BOURON née BOUCHAUD, Hélène CADIOU, Christian CHATELLIER, Xavier GUILLOU, Sylvie LEGER, Marie-Françoise RIVIERE

Absents excusé(es) : Bernard MAILLARD, Célia BLENEAU,

Absents représenté(es) : André CAILLEAU a donné pouvoir à Aline BOURON née BOUCHAUD

Secrétaire de séance : Xavier GUILLOU

<u>Nombre de membres en exercice</u>	11
<u>Quorum</u>	6
<u>Nombre de Membres présents</u>	8
<u>Nombre de suffrages exprimés</u>	9
<u>Votes Pour</u>	9
<u>Votes Contre</u>	0
<u>Abstentions</u>	0

Délibération N°20260914-02

Règlement intérieur du Conseil d'Administration du CCAS

Madame la vice-présidente expose :

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 123-4 et suivants, R. 123-8 à R. 123-29 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'il appartient au Conseil d'Administration de fixer les règles de son fonctionnement interne afin d'assurer la bonne organisation de ses travaux et de ses instances ;

Vu le projet de règlement intérieur élaboré pour régir le fonctionnement, les modalités de convocation, l'information des administrateurs et la tenue des séances du Conseil d'Administration du CCAS ;

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration du CCAS :

Décide d'adopter le règlement intérieur du Conseil d'Administration du CCAS tel qu'annexé à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
044-214401739-20260914-20260914-02-DE
Date de télétransmission : 28/09/2026
Date de réception préfecture : 28/09/2026

Dit que ce règlement intérieur entrera en vigueur immédiatement à compter de son adoption.

Autorise la Vice-Présidente à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette décision.

Décide de transmettre au représentant de l'Etat la présente délibération.

Certifiée exécutoire par la Vice-Présidente du CCAS compte tenu de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication. La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nantes (6 Allée de l'île Gloriette-CS 24111-440410 NANTES) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou sa notification.

Fait à Saint-Lumine-de-Clisson,
le 14 septembre 2026.

Xavier GUILLOU,
Secrétaire de séance.

Sandrine BACHELIER,
Vice-Présidente.



Règlement intérieur du CCAS

SAINT-LUMINE-DE-CLISSON 2026/2032

Article 1 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE

. Composition du Conseil d'Administration

Le CCAS est administré par un Conseil d'Administration, présidé de droit par le Maire de la commune et composé, à parité, de membres élus en son sein par le Conseil Municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste, et de personnes nommées par le Maire parmi les personnes « participant à des actions d'animation, de prévention et de développement social dans la commune ». Parmi ces personnes, la loi recommande une représentation de quatre catégories d'associations : associations de personnes âgées et de retraité ; associations de personnes handicapées ; associations œuvrant dans le secteur de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion ; Union Départementale des Associations Familiales.

Conformément aux dispositions de l'article R. 123-7 du CASF, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Lumine-de-Clisson a dans sa séance du 02 avril 2026, fixé à 11 le nombre d'administrateurs. La composition du Conseil d'Administration s'établit donc comme suit : le Maire, président de droit, 5 membres issus du Conseil Municipal et 5 membres nommés par le Maire.

Conformément aux dispositions de l'article L.123-6 du CASF, le Conseil d'Administration, dans sa séance du 11 mai 2026 a élu en son sein, en qualité de vice-présidente, Madame Sandrine BACHELIER et dans sa séance du 22 juin 2026 a élu en son sein, en qualité de vice-président délégué, Monsieur Xavier GUILLOU.

La composition du Conseil d'Administration s'établit donc comme suit :

- Le Maire, président de droit : Bernard MAILLARD
- 5 membres issus du Conseil Municipal : Sandrine BACHELIER (vice-présidente) – Xavier GUILLOU (vice-président délégué) – Christian CHATELLIER – Marie-Françoise RIVIERE – Hélène CADIOU,
- 5 membres nommés par le Maire : Isabelle ALLEMAND-Aline BOUCHAUD – Célia BLENEAU – André CAILLEAU – Sylvie LEGER.

. Durée du mandat

Le mandat des administrateurs élus par le Conseil Municipal et des administrateurs nommés par le Maire est d'une durée identique à celui des conseillers municipaux, soit 6 ans.

Le Conseil d'Administration est renouvelé lors de chaque renouvellement du Conseil Municipal. Le mandat des administrateurs sortants prend fin dès l'élection et dès la nomination des nouveaux membres et au plus tard dans un délai de deux mois suivant l'élection du Conseil Municipal. Dans les conditions prévues par l'article L.2131-33 du Code général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal peut retirer leur délégation aux administrateurs qu'il a élus en son sein.

Les membres du Conseil d'Administration qui n'ont pas assisté, sans motif légitime, à trois séances consécutives peuvent, près que le président du Conseil d'Administration les a mis à même de présenter leurs observations, être déclarés démissionnaires d'office par le Conseil Municipal sur proposition du Maire pour les membres élus ou par le Maire pour les membres nommés par celui-ci.

. Sièges devenus vacants

Pour les membres élus par le Conseil Municipal, il est pourvu à leur remplacement dans les conditions précisées par l'article R.123-8 et R.123-9 du CASF.

Pour les membres nommés, le Maire pourvoira à leur remplacement en respectant les modalités prévues pour les membres nommés et notamment la représentation des associations visées à l'article L.123-6 du CASF.

Le renouvellement devra intervenir dans les deux mois à compter de la vacance du siège.

Le mandat d'un membre du Conseil d'Administration désigné pour pourvoir un poste vacant expirera à la date où aurait cessé le mandat qu'il a remplacé.

Un même administrateur ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

. Organisation des réunions

1 : Tenue des réunions

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du Président ou de la vice-présidente, à l'initiative de celui-ci ou à la demande de la majorité des membres du Conseil.

Les réunions du Conseil d'Administration ne sont pas publiques.

2 : Convocation du Conseil d'Administration

La convocation est adressée par le Président à chaque administrateur, par écrit, par voie postale ou électronique à l'adresse donnée par celui-ci, et ce trois jours francs avant la date de la réunion.

La convocation est accompagnée de l'ordre du jour détaillé.

Dans tous les cas, et compte tenu des dispositions de l'article L.133-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les rapports concernant les situations sociales des personnes et des familles sollicitant les aides légales ou les prestations du CCAS sont examinées en séance. Ils ne sont pas adressés aux administrateurs.

. Fonctionnement des séances

Les réunions sont présidées par le Maire/Président du Conseil d'Administration.

Dans tous les cas où le maire est absent ou empêché d'assister à la séance du Conseil, et ce, malgré les dispositions de l'article L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est présidée par la Vice-Présidente.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président et de la Vice-Présidente, la présidence de séance est assurée par le vice-président délégué.

Le Président de séance ouvre les séances, procède à l'appel des membres, constate le quorum, fait approuver le compte-rendu de la réunion précédente, dirige les débats, accorde la parole, veille à ce que les débats portent sur les affaires soumises au Conseil, accorde, le cas échéant, les suspensions de séance, en fixe la durée et y met fin, met aux voix les propositions et délibérations, décompte les scrutins, en proclame les résultats et prononce la clôture des séances.

Le Président fait observer et respecter les dispositions du présent règlement intérieur et assure la police des séances.

. Quorum

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des membres en exercice assiste à la séance. N'entrent dans le calcul de ce quorum, ni la voix prépondérante du président (en cas de partage des voix), ni les pouvoirs donnés par les administrateurs absents à un autre membre du Conseil d'Administration.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance.

Si le quorum n'est pas atteint, la présidente / vice-présidente adresse aux administrateurs une nouvelle convocation, dans les formes et les délais prescrits dans le présent règlement intérieur. Lors de cette nouvelle

séance, le Conseil d'Administration pourra délibérer sur l'ensemble des affaires que soit le nombre d'administrateurs présents.

. Secrétariat des séances

Le secrétariat est assuré par un des membres du Conseil d'Administration, désigné à chaque début de séance.

Un compte-rendu de séance est élaboré et transmis à chaque membre du Conseil d'Administration.

. Organisation des débats

En début de séance, le président fait adopter l'ordre du jour. Le conseil peut voter des changements dans la présentation chronologique des affaires qui y sont inscrites.

Il est cependant possible d'ajouter un point, en urgence, à l'ordre du jour sous la réserve que le Conseil d'Administration se prononce en début de séance et approuve cette modification.

L'ordre du jour étant adopté, les affaires sont examinées dans l'ordre arrêté.

Chaque affaire portée à l'ordre du jour fait l'objet d'un résumé sommaire par le président / vice-présidente ou par la personne en charge du dossier présenté.

La teneur des débats portant sur la vie privée des administrés ainsi que les décisions s'y rapportant doivent être confidentiels. Tout administrateur est tenu, en vertu de l'article L.133-5 du CASF, au secret professionnel.

. Débats sur le budget et le compte administratif

Les budgets primitifs et supplémentaires ainsi que, le cas échéant, les budgets annexes sont proposés au Conseil d'Administration par la présidente / vice-présidente et soumis au vote de celui-ci dans le délai prévu par la loi (article L.1612-2 du CGCT).

Les règles qui régissent la comptabilité des communes sont applicables au CCAS.

Article II – ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

. Communication du registre des délibérations

Seuls les membres du Conseil d'Administration ont accès aux registres des délibérations.

En application des dispositions du code des relations entre le public et l'administration relative au droit d'accès aux documents administratifs, toute personne physique ou morale a le droit de demander la communication ou de prendre connaissance, éventuellement sans déplacement et par copie totale ou partielle, des comptes-rendus des séances du Conseil d'Administration et de ses délibérations, dans les limites fixées par la loi et la jurisprudence de la commission d'accès aux documents administratifs et des juridictions administratives, à l'exclusion de ceux de ces acte qui sont inscrits au registre des délibérations « Actes non communicable / non consultables ».

. Communication des documents budgétaires

Les budgets du CCAS sont mis à la disposition du public pendant les quinze jours qui suivent leur adoption par le Conseil d'Administration.

La consultation des documents budgétaires s'effectue sur place, au siège du CCAS.

Article III – AFFICHAGE DES DELIBERATIONS

Conformément aux dispositions des articles L.2131-1 et L.2131.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations du Conseil d'Administration sont exécutoires de plein droit dès leur transmission en Préfecture, transmission qui devra être complétée, pour les décisions individuelles, de leur notification aux intéressés, et, pour les décisions à caractère réglementaire, de leur publication.

Article IV – APPLICATION ET MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

. Application du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est exécutoire dès son adoption par le Conseil d'Administration, sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et sa publication.

Le président du Conseil d'Administration ou le vice-président auquel il aura délégué ce pouvoir selon les dispositions de l'article R.123-23 du CASF, est seul chargé de l'exécution du présent règlement intérieur.

Le président fait observer et respecter les dispositions du présent règlement intérieur et assure la police des séances.

. Modification du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur peut à tout moment faire l'objet de modifications par le Conseil d'Administration, à la demande et sur proposition de son président ou d'au moins un tiers des membres dudit conseil.

Le président,
Bernard MAILLARD

A Saint-Lumine-de-Clisson,
Le 14 septembre 2026.

La vice-présidente
Sandrine BACHELIER

